

Victoire de la coalition de droite emmenée par Giorgia Meloni aux élections parlementaires en Italie

Comme prévu par toutes les enquêtes d'opinion, la coalition des partis de droite est arrivée largement en tête des élections parlementaires organisées en Italie le 25 septembre. Fratelli d'Italia (FdI), parti populiste conduit par Giorgia Meloni, qui avait obtenu 4,26% des voix lors du précédent scrutin parlementaire du 4 mars 2018, a recueilli plus d'un quart des suffrages (26%), devenant le premier parti politique italien dix ans seulement après sa création. La Ligue (Lega), autre parti populiste dirigé par Matteo Salvini, a en revanche divisé son résultat par deux : 8,77% des voix. Forza Italia (FI), de l'ancien président du Conseil (1994-1995, 2001-2006 et 2008-2011) Silvio Berlusconi, s'est maintenu à un niveau faible (8,11% des suffrages), soit également la moitié de son score de 2018.

La coalition formée par Fratelli d'Italia, la Ligue et Forza Italia a recueilli 43,79% des suffrages et remporté la majorité absolue à la Chambre des députés et au Sénat. « Depuis plusieurs années, les partis d'extrême droite rassemblent près de 40% des intentions de vote. Mais il y a un jeu de vases communicants entre La Ligue et Fratelli d'Italia : lorsque le premier baisse dans les sondages, c'est le second qui en profite » a indiqué Sofia Ventura, politologue de l'université de Bologne.

La coalition des forces de gauche emmenée par le Parti démocrate (PD), dirigé par Enrico Letta, qui rassemble aussi Démocrates Europa + (EU+) d'Emma Bonino, Europa verde, Engagement civique (IC) de Luigi Di Maio et l'Alliance verts et gauche (AVS), a enregistré une lourde défaite avec 26,13% des suffrages. L'appel au vote utile pour faire barrage à Giorgia Meloni n'a pas fonctionné. Le Parti démocrate a obtenu 19,07% des voix. « La gauche a été incapable d'interpréter les attentes sociales. Elle a substitué les droits civiques aux droits sociaux. Elle a oublié

d'apporter une réponse aux demandes sociales, comme trouver un travail, obtenir une reconnaissance sociale, un bien-être » a indiqué Massimiliano Valerii, directeur du Censis, institut de recherches socio-économiques. « Enrico Letta avait l'ambition de réformer le parti mais la tenue de ces élections anticipées ne lui en a pas laissé le temps. De plus, le parti est toujours tiraillé entre sa composante centriste et sa composante radicale » a souligné Marc Lazar, historien et sociologue à Sciences Po.

Le Mouvement cinq étoiles (M5S), parti populiste conduit par Giuseppe Conte, est parvenu à résister avec 15,43% des voix même s'il a lui aussi divisé son résultat par deux par rapport au scrutin du 4 mars 2018. Le M5S, qui a toujours fait de la défense des Italiens les plus défavorisés sa priorité, a bataillé au cours des dernières semaines de campagne pour le maintien du revenu de citoyenneté (*reddito di cittadinanza*), revenu compris entre 480 € et 9 360 € par an et pouvant être accordé pendant 18 mois consécutifs qui profite à plus d'un million de familles et, plus généralement, pour une meilleure protection des citoyens devant l'inflation galopante et les problèmes sociaux.

La coalition centriste, nommée Terzo Polo, (troisième pôle) et formée par Carlo Calenda, dirigeant d'Azione (Az), et Matteo Renzi, leader d'Italia Viva (IV), a recueilli 7,79% des suffrages. Les 2 dirigeants parient sur les divisions existant entre les différents partis de la coalition de droite qui pourraient avoir des difficultés à maintenir leur unité, ce qui pourrait permettre à la coalition centriste de s'imposer comme faiseur de rois.

La participation s'est élevée à 64,07%, en net recul par rapport au scrutin du 4 mars 2018 (- 9,79 points).

Résultats des élections parlementaires du 25 septembre 2022 en Italie

Chambre des députés

Participation : 64,07%

Partis politiques	Nombre de sièges	Pourcentage des suffrages exprimés (scrutin proportionnel)
Fratelli d'Italia (FdI)	69	26
La Ligue (Lega)	23	8,77
Forza Italia (FI)	22	8,11
Nous, modérés (NM)	-	0,91
Candidats élus au scrutin uninominal	121	
Total coalition de droite	235	43,79
Parti démocrate (PD)	57	19,07
Alliance verts et gauche (AVS)	11	3,63
Démocrates Europa + (EU +)	-	2,83
Engagement civique (IC)	-	0,6
Candidats élus au scrutin uninominal	12	
Total coalition de gauche	80	26,13
Mouvement 5 étoiles (M5S)	41	15,43
Candidats élus au scrutin uninominal	10	
Total M5S	51	
Troisième pôle (Azione- Italia Viva (Az-IV))	21	7,79
Südtiroler Volkspartei (SVP) - PATT	3	0,42
Sud Chiama Nord	1	0,76
Autres	-	5,68

Source : [Ministère de l'Intérieur italien](#)

Sénat

Partis politiques	Nombre de sièges	Pourcentage des suffrages exprimés (scrutin proportionnel)
Fratelli d'Italia (FdI)	34	26,01
La Ligue (Lega)	13	8,87
Forza Italia (FI)	9	8,28
Nous, modérés (NM)	-	0,89
Candidats élus au scrutin uninominal	56	
Total coalition de droite	112	44,02
Parti démocrate (PD)	31	18,97
Alliance verts et gauche (AVS)	3	3,53
Démocrates Europa + (EU +)	-	2,94
Engagement civique (IC)	-	0,56
Candidats élus au scrutin uninominal	5	
Total coalition de gauche	39	25,99
Mouvement 5 étoiles (M5S)	23	15,55
Candidats élus au scrutin uninominal	5	
Total M5S	28	
Troisième pôle (Azione- Italia Viva (Az-IV))	9	7,73
Sud Chiama Nord	1	0,99
Autres	-	5,72

Source : [Ministère de l'Intérieur italien](#)

« Les Italiens ont envoyé un message clair en faveur d'un gouvernement de droite dirigé par Fratelli d'Italia » s'est réjoui Giorgia Meloni à l'annonce des résultats. « Nous gouvernerons pour tous les Italiens avec la volonté d'unir le peuple et de nous concentrer sur ce qui nous rapproche plutôt que sur ce qui nous divise. Le temps est venu d'être responsables ».

La dirigeante de Fratelli d'Italia a fait campagne sur les questions d'immigration et d'identité, la défense des valeurs conservatrices (racines historiques et culturelles classiques et judéo-chrétiennes de l'Europe, lutte contre la menace que constituerait selon elle « l'islamisation » de l'Italie et vision traditionnelle de la famille constituée autour d'un homme et d'une femme) et elle a su également parler aux entrepreneurs en proposant, par exemple, de baisser les taxes sur les sociétés. Le tout en tenant un discours modéré et rassurant sur l'Europe (son parti n'est plus partisan du retrait de l'Italie de la zone

euro mais demande une réforme de la Banque centrale européenne BCE). Il faut dire que l'Italie est la principale bénéficiaire du plan de relance de l'Union européenne ; par conséquent, elle peut difficilement, vu sa situation économique, renoncer aux 209 milliards € de fonds européens qui lui ont été alloués par Bruxelles.

La marge de manœuvre de Giorgia Meloni sera sans doute très faible sur le plan économique, la péninsule connaissant une forte inflation (8%) et une dette publique s'établissant à 150,80% du PIB, soit le deuxième taux le plus élevé de l'Union européenne, après la Grèce. Elle pourrait plus facilement imprimer sa marque sur les questions de société et sur la gestion de l'immigration.

La dirigeante de Fratelli d'Italia, qui ne possède pas une grande expérience du pouvoir, devra parvenir à s'entendre avec ses alliés Matteo Salvini et Silvio Berlusconi, davantage aguerris et qui ne semblent pas avoir renoncé à toute ambition. L'Italie étant un pays à forte instabilité

Élections parlementaires en Italie

25 septembre 2022

gouvernementale, nombreux sont les observateurs politiques qui prédisent que la future coalition qui dirigera la péninsule aura beaucoup de difficultés à durer. « *Que cela plaise ou non à la gauche, notre gouvernement durera cinq ans* » a promis Giorgia Meloni.

« *Le défi pour Giorgia Meloni sera de transformer son succès électoral en leadership de gouvernement qui puisse s'inscrire dans la durée, c'est cela la grande inconnue* » a déclaré, Lorenzo De Sio, professeur de sciences politiques à l'université Luiss de Rome.

D'autant que les partis de la coalition sont divisés sur certains sujets comme le soutien à accorder aux Italiens face à la hausse des prix de l'énergie, la baisse de la fiscalité, l'éventuelle suppression du revenu de citoyenneté. De même, il existe une opposition idéologique entre Forza Italia et ses deux alliés sur le souverainisme et Fratelli d'Italia est en désaccord avec ses partenaires sur la question de la guerre en Ukraine. Giorgia Meloni a très fermement condamné l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine et soutient fermement l'OTAN.

Fratelli d'Italia et la Ligue ont remporté ensemble « *le pourcentage le plus élevé de votes jamais enregistré par des partis d'extrême droite dans l'histoire de l'Europe occidentale depuis 1945* » a relevé le Centre italien d'études électorales. « *Il s'agit de la majorité sans doute la plus à droite que l'Italie républicaine a connue dans son histoire, c'est certain, mais ce n'est pas exactement la première fois qu'une droite d'origine fasciste arrive au gouvernement* » a souligné Luca Sollai, historien de l'université de Montréal, évoquant la participation d'Alliance nationale (AN) de Gianfranco Fini (ancien dirigeant du Mouvement social italien (MSI), parti néofasciste fondé en 1946) au gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi (1994-1995).

« *Cette percée du fascisme n'est pas nostalgique. Giorgia Meloni n'a pas mis le fascisme en avant pendant sa campagne électorale (...). Nous sommes devant un vote de protestation en faveur de Fratelli d'Italia, qui était, jusqu'à la veille des élections, un parti d'opposition* » a affirmé Luca Sollai. En effet, FdI n'a participé à aucun gouvernement depuis sa création en 2012. Et s'est d'ailleurs appuyé sur ce fait pour attirer les électeurs qui se déclarent méfiants à l'égard de la politique. Pour Marc Lazar, l'alliance de la droite et de l'extrême droite est, en Italie, rendue possible par « *l'opération politique de Berlusconi* » qui a choisi en 1994 de faire une large alliance avec la Ligue du Nord, alors régionaliste, et avec Alliance nationale, un parti issu du fascisme. « *Cet accord fait qu'il n'existe pas d'interdit politique et moral* ».

Née à Rome et âgée de 45 ans, Giorgia Meloni a adhéré à 15 ans au Front de la jeunesse du Mouvement social italien (MSI). En 1995, elle devient responsable nationale de l'action étudiante au sein de l'Alliance nationale, qui a succédé au MSI. Elue députée dans le Latium en 2006, elle devient vice-présidente de la Chambre des députés. Réélue lors des élections de 2008, elle est alors nommée ministre pour la Jeunesse dans le gouvernement de Silvio Berlusconi. En 2012, elle crée avec Ignazio La Russa et Guido Crosetto, deux anciens membres du gouvernement, Fratelli d'Italia (FdI). Elle est réélue députée lors des scrutins de 2013 et de 2018. Le 25 septembre 2022, elle a conduit les forces de droite à la victoire et devrait, par conséquent, devenir la première femme à accéder à la fonction de présidente du Conseil en Italie.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.